



KPMG Entreprises
Grenoble/Dauphiné
51 chemin de la Taillat
38244 Meylan Cedex
France

Téléphone : +33 (0)4 76 90 80 80
Télécopie : +33 (0)4 76 41 10 76
Site internet : www.kpmg.fr

Association des familles, O.G.E.C.
de l'Externat Notre Dame
Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2020
Association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame
43 avenue Marcelin Berthelot - 38100 Grenoble
Ce rapport contient 20 pages
Référence : E1-1-1



KPMG Entreprises
Grenoble/Dauphiné
51 chemin de la Taillat
38244 Meylan Cedex
France

Téléphone : +33 (0)4 76 90 80 80
Télécopie : +33 (0)4 76 41 10 76
Site internet : www.kpmg.fr

Association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame

Siège social : 43 avenue Marcelin Berthelot - 38100 Grenoble

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2020

A l'assemblée générale de l'association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association des familles, O.G.E.C. de l'Externat Notre Dame relatifs à l'exercice clos le 31 août 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 3 novembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la provision pour indemnités de départ à la retraite.

La note « Provision pour indemnités de départ à la retraite » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier arrêté le 3 novembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Meylan, le 10 novembre 2020

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.

**Jean Marc
Baumann**
Signature
numérique de Jean
Marc Baumann
Date : 2020.11.10
17:21:49 +01'00'
Jean-Marc Baumann
Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/08/2020 12			Exercice N-1 31/08/2019 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Autres immobilisations incorporelles	32 825	27 428	5 396	7 243	-1 847	-25.50
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	Constructions sur sol d'autrui	11 257 088	3 826 006	7 431 082	7 892 960	-461 879	-5.85
	Installations techniques et matériel d'activité	5 121 068	3 156 664	1 964 404	1 738 392	226 012	13.00
	Matériel de transport	26 900	26 900				
	Matériel de bureau et informatique	66 710	45 190	21 520	27 181	-5 661	-20.83
	Immobilisations grévées de droit	449 266		449 266	487 501	-38 235	-7.84
	Immobilisations en cours						
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations	158 460		158 460	158 460		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	52 060		52 060	51 969	91	0.18
	Dépôts et cautionnement	3 811		3 811	4 101	-290	-7.07
	Autres immobilisations financières						
	Total I	17 168 187	7 082 188	10 085 998	10 367 807	-281 808	-2.72
	COMPTES DE LIAISON (II)						
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Avances et acomptes versés sur commandes	28 807		28 807	15 307	13 499	88.19
	CRÉANCES						
	Créances familles/élèves et comptes rattachés	4 835	3 716	1 119	1 647	-527	-32.03
	Autres créances	182 943		182 943	118 866	64 077	53.91
	Valeurs mobilières de placement						
	DISPONIBILITÉS						
	Banques établissements financiers et assimilés	2 459 696		2 459 696	2 294 035	165 661	7.22
	Caisse	1 769		1 769	426	1 344	315.66
	Charges constatées d'avance	61 879		61 879	48 671	13 209	27.14
Comptes de Régularisation	Total III	2 739 929	3 716	2 736 213	2 478 951	257 262	10.38
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Intérêts d'emprunt à étaler (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	19 908 116	7 085 904	12 822 211	12 846 757	-24 546	-0.19

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/08/2020 12	31/08/2019 12	Euros	%
FONDS PROPRES	FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE				
	Valeur du patrimoine intégré	1 156 817	1 156 817		
	Fonds statutaire				
	Subventions d'investissements affectées à des biens non renouvelables				
	Fonds de trésorerie apportés				
	Libéralités ayant le caractère d'apport				
	Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	2 876 486	2 630 758	245 728	9.34
	FONDS ASSOCIATIF AVEC DROIT DE REPRISE				
	Valeur des biens affectés				
	Valeur des biens non affectés				
	Libéralités	3 790 528	3 790 528		
	Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	112 147	151 740	-39 594	-26.09
	Ecarts de réévaluation				
FONDS DEDIES	RÉSERVES				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	899 885	1 041 317	-141 432	-13.58
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Excédent ou Déficit)	-29 034	-141 432	112 398	79.47
	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables	2 035	90	1 945	NS
	Droits des propriétaires	449 266	487 501	-38 235	-7.84
	Total I	9 258 128	9 117 318	140 810	1.54
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur dons manuels affectés				
	Fonds dédiés sur legs et donations affectés				
	Total II				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		35 584	-35 584	-100.00
	Provisions pour charges	60 100	55 600	4 500	8.09
	Total III	60 100	91 184	-31 084	-34.09
	COMPTES DE LIAISON (IV)				
DETTES	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	2 662 778	2 928 914	-266 135	-9.09
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus	143 820	133 448	10 372	7.77
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 653	103 484	7 170	6.93
	Dettes fiscales et sociales	59 732	56 834	2 898	5.10
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	258 265	164 839	93 425	56.68
	Autres dettes	126 699	111 872	14 827	13.25
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance	142 036	138 864	3 171	2.28
	Total V	3 503 983	3 638 255	-134 272	-3.69
	Ecarts de conversion passif (VI)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	12 822 211	12 846 757	-24 546	-0.19

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS

	Exercice N 31/08/2020 12	Exercice N-1 31/08/2019 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION	3 435 106	3 445 673	-10 567	-0.31
Participation des familles	1 796 735	1 902 146	-105 412	-5.54
Enseignement	1 420 526	1 374 618	45 908	3.34
Restauration et hébergement	376 209	527 529	-151 320	-28.68
Contribution de l'état et des collectivités publiques	1 227 906	1 054 817	173 089	16.41
Etat	471 162	465 610	5 552	1.19
Région	233 965	156 561	77 404	49.44
Départements	326 460	316 101	10 359	3.28
Communes	192 064	113 491	78 573	69.23
Etablissements publics				
Entreprises et organismes privés				
Autres	4 255	3 054	1 202	39.36
Report de subventions				
Produits des activités annexes	52 822	60 622	-7 800	-12.87
Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	19 529	27 267	-7 738	-28.38
Prestations annexes aux élèves				
Prestations diverses aux tiers	33 293	33 355	-62	-0.19
Prestations diverses de formation permanente				
Cessions ou ventes de produits	175 720	231 579	-55 859	-24.12
Production immobilisée				
Autres produits de gestion courante	141 765	195 371	-53 606	-27.44
Collecte et dons affectés à la gestion scolaire				
Remboursement des frais	113 341	108 885	4 456	4.09
Quote-part éléments des subventions d'équipement affectées au résultat				
Autres produits divers de gestion courante	28 424	86 486	-58 062	-67.13
Reprise amortissements et provisions	35 659		35 659	
Reprise sur provisions pour risques et charges	34 400		34 400	
Reprise sur provisions pour dépréciations	1 259		1 259	
Transferts de charges	4 499	1 138	3 362	295.53
PRODUITS FINANCIERS	4 323	8 649	-4 326	-50.02
PRODUITS EXCEPTIONNELS	14 542	13 991	552	3.94
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Autres produits exceptionnels	14 542	13 991	552	3.94
TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE	3 453 970	3 468 312	-14 342	-0.41
RESULTAT : DEFICIT DE L'EXERCICE	29 034	141 432	-112 398	-79.47
TOTAL GENERAL	3 483 005	3 609 744	-126 739	-3.51

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES

	Exercice N 31/08/2020	Exercice N-1 31/08/2019	Ecart N / N-1	
	12	12	Euros	%
CHARGES D'EXPLOITATION	3 435 255	3 558 018	-122 763	-3.45
Charges de personnel	950 501	994 443	-43 941	-4.42
Appointements bruts	621 382	664 425	-43 043	-6.48
Rémunérations diverses				
Charges sociales et fiscales assimilées	232 387	261 282	-28 894	-11.06
Autres charges de personnel	24 201	22 370	1 831	8.19
Charges sociales personnel sous contrat avec l'état				
Personnel intérimaire et extérieur	72 531	46 366	26 164	56.43
Remboursements de charges de personnel (déduire)				
Consommations	1 031 616	1 165 991	-134 375	-11.52
Matières premières et variations de stocks				
Prestations de services incorporés :				
Restauration et hébergement	283 585	391 612	-108 028	-27.59
Entretien	253 498	262 947	-9 450	-3.59
Fournitures d'alimentation				
Autres fournitures	218 358	201 528	16 830	8.35
Matières, fournitures et petit matériel : Divers	162 517	218 009	-55 491	-25.45
Matières, fournitures et petit matériel : Pédagogique	39 784	39 002	782	2.00
Livres et fournitures pour cession aux familles	73 874	52 892	20 983	39.67
Autres charges externes	266 333	239 449	26 884	11.23
Redevance Crédit Bail	24 932	21 829	3 102	14.21
Locations et charges immobilières	1 447	3 779	-2 332	-61.71
Locations mobilières	8 598	4 845	3 753	77.47
Entretien et réparations : biens immobiliers	70 208	50 527	19 680	38.95
Entretien et réparations : biens mobiliers	128 575	126 448	2 128	1.68
Primes d'assurances	32 112	31 636	476	1.50
Documentations et divers	462	385	77	20.00
Autres services extérieurs	188 982	187 679	1 303	0.69
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	22 626	26 283	-3 657	-13.91
Information, publications et relations publiques	11 145	10 009	1 136	11.35
Transports : Biens, élèves, personnels	2 339	2 100	239	11.40
Déplacements, missions et réceptions	725	3 112	-2 386	-76.68
Frais de PTT et services bancaires	46 171	44 137	2 034	4.61
Cotisations et divers	105 975	102 039	3 936	3.86
Autres impôts, taxes et assimilées	76 722	108 855	-32 133	-29.52
Impôts et taxes relatifs aux locaux	75 833	107 334	-31 501	-29.35
Autres impôts et taxes	889	1 521	-632	-41.54
Autres charges de gestion courante	6 873	7 568	-695	-9.18
Amortissements et provisions	914 227	854 033	60 194	7.05
Dotations aux amortissements : charges de fonctionnement	908 083	851 120	56 963	6.69
Dotations aux provisions pour risques	4 500	2 000	2 500	125.00
Dotations aux provisions pour dépréciations	1 644	913	731	80.06
CHARGES FINANCIERES	44 889	49 128	-4 239	-8.63
Intérêts des emprunts	42 228	46 220	-3 993	-8.64
Agios bancaires et autres charges financières	2 661	2 908	-246	-8.46
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 860	2 598	262	10.09
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Autres charges exceptionnelles	2 860	2 598	262	10.09
TOTAL DES CHARGES DE L'EXERCICE	3 483 005	3 609 744	-126 739	-3.51
RESULTAT : EXCEDENT DE L'EXERCICE				
TOTAL GENERAL	3 483 005	3 609 744	-126 739	-3.51



EXTERNAT NOTRE DAME

Etablissement catholique d'enseignement
Primaire Collège Lycée

Ensemble, permettre à chacun de construire son chemin

Bilan au 31 août 2020 ANNEXE

Identification de l'OGEC

L'association des familles OGEC de l'Externat Notre Dame est basée au 43 avenue Marcelin Berthelot. Elle comprend un seul site sur lequel sont accueillis dans différents bâtiments, les élèves de la petite section à la terminale.

Le bâtiment de l'école permet d'accueillir 4 classes de maternelle au rez-de-chaussée et 10 classes d'élémentaire au 1er étage. Le bâtiment du secondaire permet d'accueillir 20 classes de collège et 11 classes de lycée. Un camion école permet également d'assurer la scolarité d'élèves en se rendant sur différents terrains occupés par les gens du voyage.

Le directeur du secondaire est également coordinateur de la cité scolaire.

La cité scolaire a été fondée en 1871 à Grenoble, rue Pierre Duclot, au centre de la ville ancienne ; le chanoine Angles d'Auriac fût à l'initiative de la construction du nouvel Externat Notre Dame au 43 avenue Marcelin Berthelot à Grenoble à la fin des années 1960. C'est également lui qui signera avec l'état en 1961 le contrat d'association pour le Secondaire et le contrat simple pour le Primaire.

Faits marquants de l'exercice

Familles :

Pas de modification de la facturation aux familles.

Social :

L'agent d'entretien de l'Externat est parti à la retraite au 31.12.2019. Il n'a pas été remplacé ; les travaux de maintenance quotidienne et d'entretien ont été confiés à la société de prestation Sodexo qui s'occupait déjà du pilotage de la maintenance et qui encadrerait jusqu'à présent l'agent d'entretien salarié de l'OGEC.

Certains élèves bénéficient par notification médicale de l'aide d'un adulte pour tout ou partie de leurs temps de classe. Auparavant, l'OGEC employait les personnels nécessaires à cette aide en CDD CUI CAE et l'Etat remboursait les salaires et charges (enregistrés en 758 841). Au fur et à mesure de la fin de leurs contrats respectifs, ils ont été remplacés par des personnels directement payés par l'Etat. Au 17.01.2020, l'OGEC n'emploie plus de salariés en CDD CUI CAE.

Immobilier :

Le Père Touchon, ancien aumônier de l'Externat Notre Dame, logé à titre gracieux dans le studio attenant au gymnase Chanou, est décédé durant l'exercice précédent. Il a été décidé pendant cet exercice que son logement désormais vacant serait proposé à des occupations de courtes durées pour des personnels OGEC, enseignants ou employés du prestataire Sodexo : enseignant vacataire ou arrivant sur Grenoble, apprenti...

Comptabilité :

Il a été conclu avec la ville de Grenoble une convention de financement pour les élèves de maternelle. Ce forfait sera versé par année scolaire sur la base des justificatifs de domiciliation des familles fournis par les parents. Il est rétroactif au 1^{er} septembre 2019. Compte tenu que le compte de forfait concerné comptabilise également les forfaits communaux des élèves d'élémentaires, le résultat est supérieur aux années précédentes.

L'OGEC paye des charges de prévoyance et d'URSSAF pour les enseignants basées sur un pourcentage de leurs salaires bruts. Auparavant, les versements auprès de l'assureur et de l'URSSAF étaient basés sur les salaires réels relevés sur les feuilles de paie des enseignants. Suite à la dématérialisation de ces dernières, à compter du 01.01.2020, l'OGEC verse des acomptes trimestriels basés sur la masse salariale de l'année précédente. Une régularisation en fin d'année sera faite en réception, de la part de l'inspection académique, de la masse salariale annuelle.

Crise sanitaire :

Pendant la durée du confinement (17.03.2020 – 11.05.2020), selon les directives du collège employeur, les salariés ont touché leur salaire à taux plein. Compte tenu du fait que les salaires sont en partie financés par les forfaits et que ceux-ci n'ont pas été impactés par le confinement, nous n'avons pas fait appel aux fonds gouvernementaux liés au travail partiel.

Pendant la période post confinement (11.05.2020 – 04.07.2020), l'OGEC a fait face à des frais supplémentaires de nettoyage (augmentation de la fréquence des passages) et de restauration (effectif des convives insuffisant pour amortir les coûts fixes), mais également à des achats spécifiques (masques, gel et solution hydroalcoolique).

La spécificité de la situation entre le 17.03.2020 et le 04.07.2020 rend complexe la comparaison des dépenses et recettes de cet exercice vis-à-vis du précédent.

Ouverture de classe :

Depuis le 01.09.2019, une quatrième classe de 1^{ère} est ouverte. Le lycée compte désormais 11 classes (4 de secondes, 4 de premières, 3 de terminales).

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture ne nécessite d'écriture comptable complémentaire.

Principes comptables et méthodes de base

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31.08.2020 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et Règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations) et en appliquant la Nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat (édition 2016) définie par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Changements comptables :

Néant

Immobilisations grevées de droit – prêt à usage :

L'Ogec dispose de locaux mis à sa disposition gratuitement dans le cadre d'un prêt à usage. Conformément à la note du CNC (Centre national de la comptabilité) du 13 mars 2007, cet avantage économique a fait l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation dans les termes suivants :

Le prêt à usage signé pour une durée de 17 années à compter du 01.06.2015 permet à l'Ogec de disposer gratuitement de terrains représentant une surface de 2 hectares, 32 ares et 42 centiares. La valeur à neuf de cet ensemble immobilier est évaluée 650 000 €.

Le droit d'usage gratuit a été évalué à partir de cette estimation de valeur à neuf de 38 235 € par année de jouissance pour l'ensemble de la durée du prêt à usage, soit 17 années. La valeur totale de ce droit, soit 650 000 €, a fait l'objet d'un enregistrement à l'actif dans le compte « immobilisations grevées de droit » (compte 228 000) avec en contrepartie l'enregistrement pour un montant équivalent des droits des propriétaires dans les « autres fonds associatifs » (compte 229 100).

L'amortissement du droit d'usage gratuit n'a pas d'incidence sur le résultat :

- La dotation aux amortissements est constatée dans le compte 861 000 (emploi des contributions volontaires en nature) par la contrepartie d'une diminution du compte 228 000 ;
- En sens inverse, les droits des propriétaires (compte 229 100) diminuent par la contrepartie d'un compte 871 000 (prestations en nature).

Dépréciation d'éléments d'actifs :

La provision pour créance douteuse :

- Avait pour valeur 3 330.60 € au 31.08.2019,
- A été reprise durant l'exercice à hauteur de 1 258.57 € : versement de familles pour 564.97 € et déclaration de somme irreouvrable pour 693.60 €,
- A été augmentée à hauteur de 1 643.93 € durant l'exercice suite à l'absence de règlements de famille,
- A pour valeur 3 715.96 € au 31.08.2020.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

L'établissement ne possède plus de sicav depuis le 23.08.2019.

Fonds associatifs :

L'Ogec peut expliquer toute variation significative des postes composant les fonds associatifs suite à la réception durant l'exercice de subventions d'investissement avec et sans droit de reprise.

En application du règlement CRC 99-01, les subventions d'investissement issues des programmes Falloux collège (Département de l'Isère) et Falloux lycée (Région Auvergne Rhône-Alpes) affectées à un bien renouvelable par l'association sont comptabilisées au passif du bilan dans la rubrique « fonds associatifs sans droit de reprise » qui font partie des fonds propres ou « fonds associatifs avec droit de reprise » qui font partie des autres fonds associatifs, en fonction des termes de la convention signée avec la collectivité territoriale. Lorsqu'elles sont assorties d'un droit de reprise, l'extinction conventionnelle de ce droit se matérialise par un transfert progressif des subventions vers les comptes « fonds associatifs sans droit de reprise ».

Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association sont inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement du bien financé.

Personnel

Evolution des effectifs du personnel :

Année scolaire	Administratifs ¹	Personnel d'éducation ²	Total
2016 / 2017	12	18	30
2017 / 2018	10	20	30
2018 / 2019	11	20	31
2019 / 2020	10	20	30

Effectif moyen équivalent temps plein personnel OGEC :

Année 2016 / 2017	25,82
Année 2017 / 2018	25.16
Année 2018 / 2019	24.76
Année 2019 / 2020	23.95

Rémunération des dirigeants :

Précision : Dans la convention sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur Ogec, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole.

Au titre de l'exercice, l'Ogec a versé aux trois dirigeants possédant les plus hautes rémunérations les sommes brutes suivantes :

- Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (a) : 151 325.19 €
- Total des avantages en nature bruts (b) : 1 668.70 €
- Total des rémunérations (a+b) : 152 993.89 €

Charges et produits exceptionnels :

- L'analyse de la comptabilité 2018-2019 de l'association sportive de l'Externat Notre Dame a montré la nécessité de verser une subvention d'équilibre à cette structure à hauteur de 2 600 € enregistré en 672 000 (charges sur exercice antérieur).
- Les sommes provisionnées au 31.08.2019 pour la participation AGEFIPH n'ayant pas été appelées (nombre d'employés possédant une reconnaissance de handicap supérieur à l'obligation légale), elles ont été portées en 772 800 (autres produits sur exercice antérieur) pour 1 578.00 €.
- Une revalorisation des forfaits d'Etat et du Département a été effectuée par ces entités, rétroactive sur l'exercice 2018-2019. 5 157.08 € ont été portés en 772 800.
- Une mise à jour des bases de calcul de la taxe foncière a été réalisée pendant l'exercice. Elle a conduit à un remboursement partiel pour les années 2017 – 526 € – et 2018 – 4 605 € – porté en 772 800.
- Aucune autre valeur significative.

¹ Y compris le directeur du secondaire, le directeur du primaire et l'infirmière

² Y compris les adjoints pédagogiques de direction et le responsable de vie scolaire

Provision pour risques et charges

La provision pour risque d'emploi liée aux accords collectifs départementaux enregistrée au 31 août 2016 en 151 600 pour 34 400 € est reprise en 781 540 (reprise pour provision sur risque d'emplois) au 31 août 2020 pour le même montant étant donné que la convention collective EPNL de 2016 traite ce sujet, rendant caduque la nécessité d'un accord local.

La provision pour risque liée aux frais de l'aide juridictionnelle dans le cadre d'un prud'homme de l'ancienne école Saint François de Sales enregistrée en août 2014 en 151 100, reprise partiellement au 31.08.2015 pour atteindre 1 183.67 € est reprise pour le même montant au 31.08.2020 en compte 787 500. Il a été appliqué une prescription de 5 ans.

Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés, pour l'octroi d'une indemnité de mise en retraite s'élève à 60 100 €

Hypothèses retenues :

- Application de la convention collective EPNL
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux d'actualisation : 0,70 %
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Turnover lent

Ce montant est entièrement comptabilisé en « Provision pour risques et charges »

Contribution volontaire en nature

Bénévolat :

L'engagement bénévole pour l'accueil des familles et des élèves relatif à l'orientation ou aux sacrements et à la catéchèse n'est pas significatif.

Cas particulier de l'équivalent loyer :

En application de la nouvelle nomenclature comptable de l'Enseignement catholique sous contrat avec l'Etat (édition 2016), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31.08.2020 pour un montant de 661 000 € dans les comptes spéciaux (861 100) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (871 100). Dans les comptes au 31.08.2019, il avait été comptabilisé pour un montant de 659 000 € dans les mêmes comptes, sans incidence sur le résultat d'exploitation.

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 5% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 13 232 000 € en appliquant un coût moyen de construction de 1 471.95 € / m² à une surface de 8 990 m². Le taux de 5% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût d'un emprunt.

Les surfaces de l'école, de la restauration et de l'extension lycée (construits et amortis par l'OGEC ne sont pas pris en compte dans la surface de 8 990 m²).

ANNEXE

Exercice du 01/09/2019 au 31/08/2020

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 12 822 211.13 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le produits d'exploitations est de 3 242 077.74 Euros et dégageant un déficit de -29 034.16 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/09/2019 au 31/08/2020.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 911		1 914
Constructions sur sol d'autrui	11 223 747		56 830
Installations techniques et matériel d'activité	4 548 373		603 238
Matériel de transports	34 171		
Matériel de bureau et informatique	63 984		2 725
Immobilisations grévées de droit	487 501		
TOTAL	16 357 776		662 793
Créances rattachées à des participations	158 460		
Prêts	51 969		2 744
Dépôts et cautionnement	4 101		
TOTAL	214 529		2 744
TOTAL GENERAL	16 603 216		667 451

ANNEXE

Exercice du 01/09/2019 au 31/08/2020

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			32 825	32 825
Constructions sur sol d'autrui		23 489	11 257 088	11 257 088
Installations techniques et matériel d'activité		30 543	5 121 068	5 121 068
Matériel de transports		7 271	26 900	26 900
Matériel de bureau et informatique			66 710	66 710
Immobilisations grévés de droit		38 235	449 266	449 266
TOTAL		99 538	16 921 031	16 921 031
Créances rattachées à des participations			158 460	158 460
Prêts		2 653	52 060	52 060
Dépôts et cautionnement		290	3 811	3 811
TOTAL		2 943	214 331	214 331
TOTAL GENERAL		102 481	17 168 187	17 168 187

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	23 668	3 761		27 428
Constructions sur sol d'autrui	3 330 786	518 709	23 489	3 826 006
Installations techniques et matériel d'activité	2 809 981	377 227	30 544	3 156 664
Matériel de transports	34 171		7 271	26 900
Matériel de bureau et informatique	36 803	8 387		45 190
TOTAL	6 211 742	904 323	61 304	7 054 760
TOTAL GENERAL	6 235 409	908 083	61 304	7 082 188

Ventilations des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob. incorporelles TOTAL	3 761				
Constructions sur sol d'autrui	518 709				
Installations techniques matériel activité	377 227				
Matériel de bureau et informatique	8 387				
TOTAL	904 323				
TOTAL GENERAL	908 083				

Etat des provisions

Néant

ANNEXE

Exercice du 01/09/2019 au 31/08/2020

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	52 060	2 854	49 206
Autres immobilisations financières	3 811	0	3 811
Familles élèves douteux ou litigieux	3 716	3 716	
Autres créances familles élèves	1 119	1 119	
Personnel et comptes rattachés	627	627	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 564	6 564	
Divers état et autres collectivités publiques	134 311	134 311	
Débiteurs divers	41 440	41 440	
Charges constatées d'avance	61 879	61 879	
TOTAL	305 528	252 511	53 017

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes éts crédit à plus de 2 ans à l'origine	2 662 778	272 721	1 121 346	1 268 711
Fournisseurs et comptes rattachés	110 653	110 653		
Personnel et comptes rattachés	2 517	2 517		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	45 812	45 812		
Impôts sur les bénéfices	889	889		
Autres impôts taxes et assimilés	10 514	10 514		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	258 265	258 265		
Autres dettes	126 699	126 699		
Produits constatés d'avance	142 036	142 036		
TOTAL	3 360 163	970 106	1 121 346	1 268 711

Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

	Valeurs	Taux d'amortissement
Ceux qui restent à amortir le sont sur 3 ans	30 911	33.33

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/09/2019 au 31/08/2020

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions Gros Oeuvre	Linéaire	20 à 50 ans
Constructions Façades et AAI	Linéaire	10 ans
Matériels Scolaires	Linéaire	3 à 10 ans
Matériels Informat.et Audiovis	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau Administrat	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Créances immobilisées

Les créances immobilisées correspondent à des titres de participation liés à des prêts bancaires.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Des sommes sont versées par les familles avant le 31-08 de chaque année. Elles sont utilisées en tant qu'acomptes pour la rentrée suivante.

Les montants sont portés dans un compte 419 et sont à considérer comme une dette à court terme pour un total de :

*133 448 Euros au 31-08-2019

*143 820 Euros au 31-08-2020

Des sommes ont été également versées à certains fournisseurs à titre d'avances ou acomptes, lesquelles seront imputées sur des projets 2020-2021.

Les montants sont portés dans un compte 409 et sont à considérer comme une créance à court terme pour un total de :

*15 307 Euros au 31-08-2019

*28 807 Euros au 31-08-2020

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ANNEXE

Exercice du 01/09/2019 au 31/08/2020

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	170 420
Disponibilités	2 804
Total	173 224

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 818
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 421
Dettes fiscales et sociales	20 581
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	27 737
Autres dettes	20 869
Total	76 426

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	61 879
Total	61 879
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	12 680
Produits exceptionnels	129 356
Total	142 036

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : 05 Mai 2015 - Caisse d'Epargne Rhône Alpes - 700KE
Montant initial de cette garantie : 420 000
Montant restant dû en capital : 408 664
Date de fin d'échéance de la garantie : 05/06/2027
Nature de la sûreté réelle : Caution Société de Caution pour un montant
: de 420 000 Euros

Emprunt du : 05 Juin 2015 - Caisse d'Epargne Rhône Alpes-2800KE
Montant initial de cette garantie : 1 680 000
Montant restant dû en capital : 1 908 510
Date de fin d'échéance de la garantie : 05/07/2030
Nature de la sûreté réelle : Caution Société de Caution pour un montant
: de 1 680 000 Euros

Emprunt du : 03 Janvi.2017 - Caisse d'Epargne Rhône Alpes-450K
Montant initial de cette garantie : 270 000
Montant restant dû en capital : 342 786
Date de fin d'échéance de la garantie : 05/01/2031

ANNEXE

Exercice du 01/09/2019 au 31/08/2020

Nature de la sûreté réelle

: Caution de la Compagnie Européenne de garanties et
: cautions à hauteur de 60% du montant du concours

Engagements financiers

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		196 793
Intérêts restants à acquitter après la fin de l'exercice jusqu'au terme de l'emprunt :		
*Caisse d'Epargne Rhône Alpes (sur 15ans)	151 362	
*Caisse d'Epargne Rhône Alpes (sur 12ans)	20 572	
*Caisse d'Epargne Rhône Alpes (sur 14 ans)	24 859	
Total (1)		196 793

Engagements reçus

Néant

Crédit bail

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			252 280		252 280
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs			41 015		41 015
- exercice			24 932		24 932
Total			65 947		65 947

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- REGULARISATION FORFAITS N-1 DDFIP	4 240	772800
- REVAL. FORFAITS ETAT COLLEGE 2018-2019	606	772800
- REVAL. FORFAITS ETAT LYCEE 2018-2019	310	772800
- VIREMENT OFAJ COMPL SUBVENTION 2019	800	772800
- REMB.PARTIEL TAXES FONCIERES 2018/RECLAM	4 605	772800
- REMB.PARTIEL TAXES FONCIERES 2017/RECLAM	526	772800
- SOLDE PROJET 2018-2019	317	772800
- TROP PROV TAXE AGEFIPH 2018-2019	1 578	772800
- VIREMENT PICC 2018-2019 CPLT CONCERT	140	772800
- QUOTE-PART SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	236	777880
- REPRISE PROV RISQUE ANTENNE SCOLAIRE	1 184	787500
Total	14 542	
Charges exceptionnelles		
- ALLOCATION A L'ASSOC. SPORTIVE 2018-2019	2 600	672000
- SINISTRE VITRAGE PRIS EN CH. 2017-2018	260	672000
Total	2 860	